
Tchad 2008

Géographie d'une guerre ordinaire

Géraud Magrin



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/2249>

DOI : 10.4000/echogeo.2249

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Ce document vous est offert par Institut de recherche pour le développement (IRD)

IRD

Référence électronique

Géraud Magrin, « Tchad 2008 », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 13 mars 2008, consulté le 08 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/2249> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.2249>

Ce document a été généré automatiquement le 8 mai 2021.



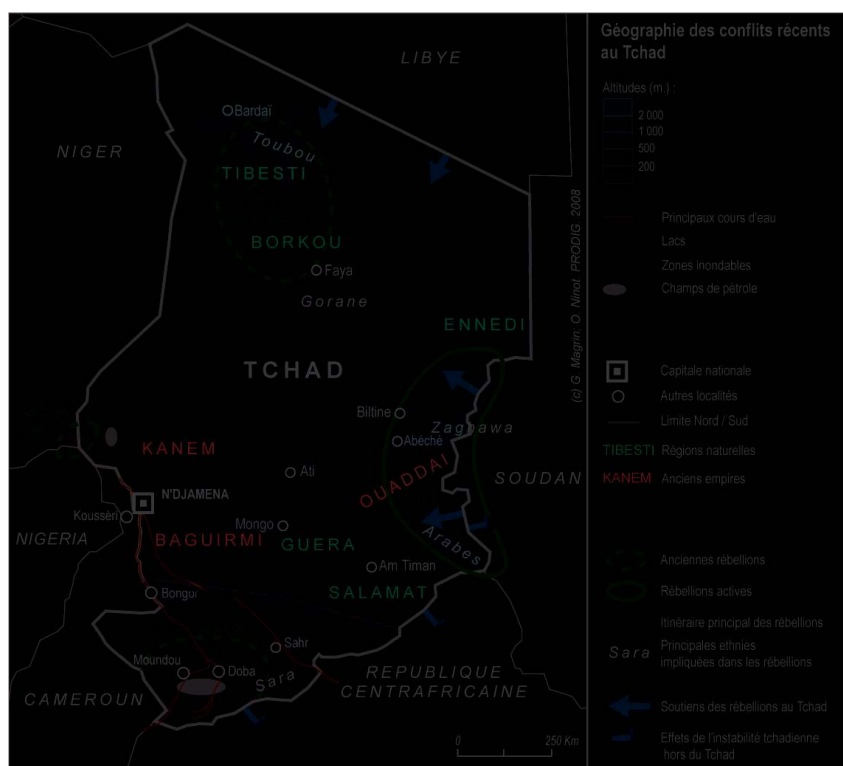
EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

Tchad 2008

Géographie d'une guerre ordinaire

Géraud Magrin

Illustration 1 – Géographie des conflits récents au Tchad



- 1 « La guerre a été dure, cette année », diront bientôt les Tchadiens en pensant aux premiers jours de février 2008. Les 2 et 3 de ce mois, des affrontements ont opposé dans la capitale, N'Djaména, une colonne de 2 000 rebelles venus de la frontière soudanaise, à l'Est du pays, et l'armée gouvernementale. Au prix de plusieurs milliers de victimes (morts et blessés, combattants des deux camps, civils prisonniers des combats, en proie

aux pillages ou en fuite vers le Cameroun voisin) et d'importantes destructions matérielles (maisons, bâtiments publics, routes, véhicules), le président Idriss Déby a pu sauver son pouvoir.

- 2 Comme chercheur ayant travaillé au Tchad depuis une dizaine d'années, j'ai d'abord été enclin, à chaud, d'écrire sur ce nouvel épisode de conflits tchadiens inaugurés peu après l'indépendance, il y a quatre décennies. De partir de la guerre, ses conséquences – vies brisées, ville détruite, pays traumatisé – pour remonter à ses causes. Mais plusieurs auteurs ont déjà analysé de façon convaincante la faiblesse de la légitimité interne du régime tchadien et la grande difficulté de la position française dans cette crise. Tout laisse en effet à penser que l'intervention de l'ancienne puissance coloniale a été décisive dans l'issue des combats¹, laissant entière la question de la normalisation d'une politique africaine protégeant des régimes non démocratiques (voir Tulipe 2008, Bayart 2008). Il m'a semblé utile de proposer un éclairage différent pour comprendre la situation tchadienne actuelle, en complément de ces écrits, à partir d'un regard de géographe – qui s'intéresse au milieu, aux relations des sociétés avec lui, au territoire, à ses ressources. Cela mène, naturellement, à faire aussi un peu d'histoire, pour revenir sur les logiques spatiales des conflits d'apparence cyclique qui n'en finissent pas de ruiner ce pays.

Le milieu, l'histoire et les conflits du Tchad

- 3 Le milieu physique a son rôle dans le fonctionnement des récentes crises tchadiennes, mais également dans la perception que nous en avons. « On dirait qu'une explosion a eu lieu sur toute la planète. Le moindre recoin se trouve tiré de l'ombre par une lumière crue », écrivait Ernst Jünger (cité par Virilio 1997). Cela vaut à plus forte raison pour les rébellions des dernières années au Tchad. Basées dans le Nord ou l'Est du pays, entre Sahel septentrional et Sahara, elles semblent plus visibles que jamais. La couverture végétale, absente ou maigre et discontinue, permet la vue, l'observation des satellites et de l'aviation française. Relayée par les médias, sur France Info, France 24 ou sur Internet, on peut suivre en direct, quasiment en continu, l'avancée des colonnes rebelles – une centaine de véhicules en 2006, le triple en 2008 – dont l'évocation se fait plus rapprochée à mesure que fond la distance avec l'objectif, la capitale. Bientôt, *Google earth* permettra de voir la fumée soulevée par les obus tombant sur les maisons, et l'on pourra assister, comme si on y était, à la destruction de villes connues. Toute fascinante qu'elle soit, cette « présence à distance » (Virilio 1997) ne contribue en rien à l'intelligibilité des situations.
- 4 Le milieu qui sert de théâtre aux rébellions tchadiennes permet la fluidité des déplacements et le « rezzou TGV »². Ce n'est qu'une perception incomplète. Certes, ici, rien ne suggère un front ou une guerre de position classique. Mais quand les groupes rebelles ne sont pas assez forts – pas assez nombreux, ou pas assez équipés – la guerre peut ressembler à celle de la forêt équatoriale, territoire des chasseurs cueilleurs, qui se prête à l'embuscade, à l'escarmouche et à la fuite. On procède au harcèlement des forces régulières avant de se cacher dans les montagnes rocheuses du Tibesti ou du Ouaddaï – prolongement de bases arrière situées au Darfour. On prend parfois une ville secondaire durant quelques heures ou quelques jours, pour s'approprier des vivres, du matériel, se rappeler au souvenir de l'opinion publique et des médias occidentaux, en attendant des jours plus propices.
- 5 Quand les rebelles se sentent assez forts, ils peuvent, en saison sèche, descendre des contreforts rocheux des confins du bassin tchadien, des massifs volcaniques du Tibesti, du

vieux socle de l'Ennedi au Nord, ou, plus souvent, des hauteurs granitiques (plateaux et collines) du Ouaddaï, à l'Est. Ceux-ci séparent, dans le prolongement du Darfour, les bassins du lac Tchad et du Nil. En évitant les villes garnisons d'Abéché ou de Biltine, ils empruntent ensuite les vieilles routes de l'islam – une des voies du Sahel vers la vallée du Nil et La Mecque –, le long des 14° et 13° parallèle, traversant les plaines d'alluvions récentes du Quaternaire, sans obstacle majeur. Deux itinéraires se proposent pour éviter la dépression inondable du lac Fitri. Celui du Nord, par Ati, est plus court, mais la piste médiocre. Celui du Sud offre le refuge temporaire éventuel des massifs granitiques détritiques du Guéra, que l'on traverse aisément mais qui peut aussi être propice aux embuscades, et la proximité de la plaine humide et boisée du Salamat proche des trois frontières (Tchad Soudan RCA), s'il fallait changer d'avis et se mettre à l'abri³. Dans tous les cas, les colonnes suivent de larges pistes, plus ou moins entretenues, où se mêlent le sable et l'argile sèche. A 200 km de N'Djaména commence le goudron. Traverser le Tchad d'Est en Ouest sur près de 800 km ne prend qu'un à deux jours aux colonnes composées pour l'essentiel de pick up Toyota équipés d'un ou deux fûts de carburant, chargés de combattants enturbanés.

- 6 L'histoire contemporaine du Tchad semble cyclique. Dès 1965, des rébellions se créent périodiquement sur différentes périphéries du territoire et se battent pour le pouvoir central (Buijtenhuis 1978, 1987), le contrôle de la capitale et de la rente de l'Etat. Au cours du dernier quart de siècle, les rebelles sont issus des groupes ayant perdu le pouvoir au cours du paroxysme de la guerre civile, entre 1979 et 1982, ou lors d'épisodes ultérieurs. Ils sont souvent aussi des mécontents qui, après avoir exercé des fonctions gouvernementales et en avoir été mal récompensés, prennent les armes à partir de leur région d'origine, entourés de combattants de leur famille élargie ou de leur ethnie. Au Sud, les « codos » (abréviation de commandos) sont actifs après 1984, puis vers 1992-93, 1997-98. Pratiquement plus depuis. Les anciens partisans d'Hissein Habré (notamment Goranes⁴), chassé du pouvoir par son lieutenant Idriss Déby en décembre 1990, combattent un moment à partir du lac Tchad, vers 1992-93. A partir de la fin des années 1990, le Toubou Youssouf Togoïmi anime un foyer de résistance à partir du Tibesti (1997-2002). Puis, plus récemment, les mouvements se développent dans l'Est du pays, rassemblant notamment des Zaghawa (l'ethnie du président Déby) ou d'autres populations de l'Est comme les Tama, alliés à des Goranes et des Arabes.
- 7 En quarante ans de conflits tchadiens, seules trois colonnes de rebelles sont arrivées jusqu'à N'Djaména – en décembre 1990, avril 2006 et février 2008. Toutes trois venaient de l'Est. Par rapport au bastion du Tibesti, la route pour arriver à N'Djaména est moins longue (700km contre 1.000) et plus roulante. Surtout, le Tchad oriental, mieux peuplé que l'extrême Nord désertique, fournit un réservoir de combattants plus nombreux. Mais le milieu et le peuplement n'expliquent évidemment pas tout. Les ressorts de la géopolitique contribuent beaucoup à expliquer l'instabilité tchadienne.

Des géopolitiques en trompe-l'œil

- 8 Ces conflits cycliques inhérents au système politique tchadien ont pour ressorts des tensions internes et externes. Le Tchad est pauvre (170^e sur 177 au classement du PNUD selon l'indicateur de développement humain 2007), vaste (1.284.000km²) et peu peuplé (8,5 millions d'habitants en 2008), ce qui facilite les interventions de ses voisins. Le versant Ouest regarde peu vers lui. Les intérêts du Nigeria et du Cameroun se concentrent

au sud de leurs territoires, dans le Golfe de Guinée pétrolier. Lorsque les combats gagnent la capitale, le Nord Cameroun offre un exutoire aux populations civiles de N'Djaména (en 1979, 1980, 1981, 2006, 2008), rappelant l'origine commune des deux villes. Kousséri la Camerounaise et Fort Lamy la Tchadienne (qui devient N'Djaména en 1972) sont des jumelles nées de la bataille dont est issu le Tchad⁵. Comme on trouve toujours plus faible que soi, le Tchad est intervenu dans les luttes ayant abouti à l'arrivée au pouvoir de François Bozizé en République Centrafricaine en 2003. Mais, pour le moment, ce sont davantage les soubresauts tchadiens qui affectent la stabilité de la RCA que l'inverse.

- 9 Depuis les années 1980, la Libye considère le Tchad comme un espace d'influence naturel. Les desseins politiques libyens ont certes été longtemps contrariés par des Tchadiens indociles⁶. Dans le domaine économique, cependant, les Libyens sont aujourd'hui très présents à N'Djaména, où ils possèdent entre autres banques, hôtels, stations services et immeubles. Au cours des années 1990-2000, la Libye soutient officiellement le président Déby, tout en finançant régulièrement des mouvements rebelles⁷.
- 10 Pour le Soudan, de même, le Tchad est considéré comme une marge à maîtriser (de Waal 2008). Idriss Déby bénéficia, en 1990, d'importants soutiens soudanais pour prendre le pouvoir. Les influences islamistes du Soudan d'Hassan El Tourabi trouvèrent au Tchad un certain écho au début des années 1990. Des relations d'affaires plus ou moins fructueuses suivirent, autour de l'exploitation du petit gisement de pétrole du lac Tchad – un fiasco⁸ – ou de la construction d'un deuxième pont sur le Chari à N'Djaména. Après une période d'éloignement sans conséquence, c'est le Darfour qui, à partir de 2004, resserra l'écheveau conflictuel des relations tchado-soudanaises. Le Soudan reprocha au Tchad d'appuyer la rébellion au nom de la solidarité au sein du groupe Zaghawa, auquel appartient Idriss Déby. En retour, le Soudan se mit à appuyer les rébellions tchadiennes (voir Debos, 2007). Le calendrier de déploiement dans l'Est du Tchad de la force européenne de protection des réfugiés du Darfour (Eufor), que Khartoum a accepté à son corps défendant, semble bien avoir influencé celui de la récente offensive sur N'Djaména.
- 11 La politique de la France est plus difficile à comprendre. Depuis qu'Elf a quitté le consortium d'exploitation du pétrole de Doba, en 1999⁹, elle n'a plus d'intérêts économiques dans ce pays très pauvre. Elle proclame par ailleurs qu'elle n'a plus vocation à être le gendarme de l'Afrique. Mais les milieux militaires ne semblent pas les moins attachés au maintien d'une base dans ce pays – l'opération Epervier, après d'autres équivalentes, entretient à N'Djaména un millier d'hommes depuis la guerre contre la Libye des années 1980. Pour certains officiers généraux, le Tchad est resté ce que fut longtemps la région désertique du BET (Borkou Ennedi Tibesti) : un territoire militaire, rude terre à nomades belliqueux combattus et respectés, administré avec une fermeté teintée de paternalisme. Au-delà des sentiments et des considérations corporatistes, l'espace compte : le désert tchadien est un terrain vaste comme la France, où on peut s'entraîner, faire voler ses avions à très basse altitude et expérimenter des armes sans craindre de gêner les riverains.
- 12 Mais la géopolitique des conflits tchadiens procède avant tout de mécanismes internes. Une vision classique est souvent proposée : le découpage étatique colonial a artificiellement réuni une multitude de peuples qui ne partageaient rien (langue, culture, religion). Pire, on a enfermé ensemble des groupes aux passés conflictuels, de part et d'autre de la ligne de l'islam majoritaire, séparant sociétés esclavagistes et populations victimes des premières. Cette représentation a sa part de vérité, mais elle doit aussi beaucoup à des constructions idéologiques ultérieures (Magrin 2001). Elle est loin de

suffire à expliquer les conflits actuels. Le Mali, même s'il compte moins de Chrétiens que le Tchad, n'en présente pas moins un gradient climatique et civilisationnel comparable (une part de désert, une part de Sahel, une part de zone soudanienne ; des nomades, des royaumes sahéliens, des populations segmentaires). Son histoire politique récente est infiniment plus irénique – alors même qu'il a connu la violence au travers des pouvoirs autoritaires des premières décennies indépendantes. L'artificialité initiale des Etats porte des risques, non une fatalité.

- 13 La géopolitique interne tchadienne est couramment résumée à l'opposition Nord/Sud. Au Nord (en fait le Sahel et le Sahara, qui couvrent près des neuf dixièmes de la superficie du pays), des Musulmans héritiers des royaumes sahéliens et de sociétés de pasteurs nomades, au Sud des paysans Chrétiens ou animistes, issus de sociétés segmentaires sédentaires. Les premiers représentent sans doute un peu plus de la moitié de la population. Ils auraient historiquement dominé les premiers, en y puisant la matière de la traite esclavagiste. La colonisation aurait créé une situation difficile en inversant les rapports de force pré-coloniaux. L'engouement des jeunes originaires du Sud pour l'école moderne leur aurait permis de s'emparer des commandes de l'Etat indépendant. Les premiers troubles de la fin des années 1960 marqueraient la revanche du Nord sur le Sud, consacrée par la victoire du FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad) en 1979 et la reprise du pouvoir par « le Nord ». Si cette représentation binaire est largement partagée au Tchad, elle n'en demeure pas moins très simpliste, insuffisante à rendre compte des lignes de fracture complexes qui traversent la société tchadienne (Magrin, 2002). Ces identités de « nordiste » et « sudiste » ont été instrumentalisées à certains moments des crises tchadiennes par des chefs qui y voyaient un moyen de mobilisation efficace à leur profit. En cela, le Tchad n'est pas original en Afrique.
- 14 Mais la relative spécificité de la situation tchadienne – la triste régularité du cycle de la violence, sur plusieurs décennies, qui apparaît comme attribut d'un système original – incite à chercher d'autres clés de lecture. Alors que clichés et caricatures ethno-régionales ne manquent pas pour rendre compte de l'imbroglio tchadien – qu'ils soient élaborés du dehors ou propres aux Tchadiens eux-mêmes (voir Al Mouna, 1996) –, il est étonnant que les explications mettant en relation les rapports à l'Etat et les types de sociétés n'aient guère été proposées. Depuis 1979, les personnes qui se sont succédées au pouvoir à N'Djaména sont pour l'essentiel issues de groupes sahariens ou sahélo-sahariens au fonctionnement lignager, n'ayant guère connu l'Etat. Ils sont originaires d'une région semi-aride à l'environnement très difficile, où la violence et le vol – par le rezzou – s'inscrivent dans les relations sociales ordinaires. Un tel éthos de nomade péri-saharien ne peut-il incliner à considérer l'Etat comme une caravane à piller ? D'autant que la rébellion sert parfois de canal à l'exode rural : du chameau à la Toyota, de la brousse aux facilités que la proximité du pouvoir offre dans la grande ville, les trajectoires socio-spatiales peuvent être fulgurantes. Inversement, les sociétés étatiques anciennes du Sahel (Kanem, Ouaddaï, Baguirmi) ou celles qui ont intégré les premières les rouages de l'Etat moderne, au Sud, se trouvent exclues du pouvoir depuis 1979. Les individus qui s'y rattachent, Musulmans comme Chrétiens, sont choqués par le comportement violent et prédateur des nouveaux soutiens du pouvoir. Or, l'apprentissage de l'urbanité prend du temps. Dans la plupart des grandes villes du Sud, le néo-rural est d'abord exploité et relégué à la périphérie dans d'immenses quartiers populaires voire des bidonvilles. Il est contrôlé. A N'Djaména, l'ex-combattant transformé

en néo-citadin se trouve associé à l'élite dirigeante, bénéficiant d'une petite part de la rente de l'Etat et d'une large impunité dans ses comportements quotidiens.

- 15 Une telle vision culturaliste des relations antagoniques entre le nomade, la ville et l'Etat sédentaire doit certes être tempérée (voir à ce sujet Choplin, 2006). Elle ne doit pas non plus occulter des processus historiques de marginalisation socio-spatiale, qui peuvent en un sens rendre compte de l'appétit (de pouvoir et d'argent) des originaires de certaines périphéries nationales. Au Tchad, l'organisation territoriale coloniale orientée vers le Sud et l'Ouest, par les relations avec l'Afrique équatoriale française puis avec l'ouverture maritime du Cameroun, ont durablement marginalisé le grand Ouaddaï – qui tirait sa puissance d'une ancienne centralité dans les circuits commerciaux orientés vers le Nord et vers l'Est (Favre 2006). Le Sahara a connu un semblable déclassement. La quête de l'Etat ne participe-t-elle pas alors d'une revanche sur le retournement spatial colonial ?

Quel avenir meilleur ? Logique politique, économie et changement social

- 16 Le cercle vicieux dont le Tchad est captif se manifeste à travers les cycles de violence et les crispations identitaires. Au cours des deux dernières décennies, pour l'Etat, l'insécurité alimente la tension nécessaire au fonctionnement de ce système. Elle justifie l'entretien d'une force armée importante, et la mobilisation des moyens financiers nécessaires à la guerre. Sans elle, le régime deviendrait mou, décadent, et succomberait à l'appétit de ses obligés combattants, dès que les déçus seraient en trop grand nombre. C'est ce qui a failli se produire en ce début d'année 2008. L'augmentation des moyens de l'Etat, grâce à la rente pétrolière, augmente ses moyens de défense tout en attisant la convoitise de ceux qui aspirent à le contrôler.
- 17 Ainsi, en attendant que le temps et l'urbanisation opèrent sur l'élément nomade fraîchement intégré à la ville, une classe sociale est à reconvertir d'urgence : « les combattants ». Si les régions de l'Est et du Nord en sont les plus grosses pourvoyeuses, le métier des armes suscite des vocations dans tout le pays. Il confère un prestige et un moyen de survivre, parfois de s'enrichir (Debos 2008). Quelques milliers d'entre eux cimentent le système vicieux dont la description a été esquissée. Vouloir le dépasser implique de leur inventer un avenir, et non de se contenter de leur distribuer un pécule, comme le faisaient en pure perte les programmes de DDR (Démobilisation, désarmement, réinsertion) des années 1990.
- 18 Au-delà du problème majeur que posent ces combattants, la question de la construction nationale reste entière. Dans l'*Atlas pratique du Tchad* de 1972, il n'y avait pas de carte des groupes ethniques – tout au plus se contentait-on de représenter les principales aires linguistiques. Cette catégorie était jugée trop dangereuse pour la nation en gestation. Quarante ans de conflits plus tard, les rivalités de tous ordres ont été attisées : entre Chrétiens et Musulmans, entre ethnies, mais aussi entre individus. La société tchadienne est profondément divisée, marquée par une méfiance profonde et multiforme. En sortir suppose l'émergence d'un projet de société commun, que seul un Etat conscient de ces enjeux serait à même de promouvoir.
- 19 Or, au Tchad, les guerres ajoutant leurs effets aux sécheresses des années 1970-1980 et à la crise économique africaine des années 1980, le partage des rôles a été poussé plus loin qu'ailleurs entre la « communauté internationale » et l'Etat. Ce dernier n'a conservé que

les fonctions de répression indispensables à sa perpétuation. Les fonctions de médiation nécessaires à sa légitimation ont été abandonnées aux différents avatars de la coopération internationale, les bailleurs bi ou multilatéraux à travers leurs multiples projets, les ONG (van Vliet, Magrin 2007). Des marges de manœuvre nouvelles auraient pourtant pu être dégagées par l'exploitation pétrolière, qui a débuté en 2003. Mais les revenus initiaux n'étaient pas très importants, et surtout les dirigeants tchadiens n'ont pas pris conscience de la possibilité qui leur était donnée de lancer à nouveau des politiques publiques. Malgré l'enclavement, ou grâce à lui, la diversité de l'économie agricole du Tchad (céréales, coton, maraîchage, arachide, élevage bovin et ovin, pêche, gomme arabique, etc.) offre en effet des potentialités de développement, en lien avec une urbanisation rapide et avec la demande de grandes villes régionales (Cameroun, Gabon, deux Congos, Nigeria). Réalisations d'infrastructures – notamment routières – et investissements dans l'énergie pourraient permettre de mieux les valoriser (Arditi, Magrin, 2006).

- 20 L'évolution socio-politique est la clé. La rente de l'Etat est convoitée militairement notamment parce que le fonctionnement politique en vigueur ne permet pas d'y accéder par d'autres moyens. Les élections ne laissent guère d'espoir d'alternance par les urnes (Tulipe 2008). Il y a deux ans, la Constitution a été modifiée afin qu'un président puisse se présenter indéfiniment, sans limitation du nombre de mandats. La contestation armée est née de ce changement des règles du jeu en faveur de celui qui était en position de force. Pour sortir de l'impasse, une démocratisation imparfaite semble préférable à une dictature peu éclairée.
- 21 Enfin, la question de la forme de l'Etat, âprement débattue lors de la conférence nationale souveraine de 1993, mérite d'être revisitée. La constitution de 1996 prévoit un Etat unitaire décentralisé. Mais cette option a semblé davantage une concession aux tenants d'un Etat fédéral (Feckoua, 1996) et aux bailleurs de fonds qu'un engagement convaincu de l'Etat tchadien. Pour preuve, difficultés financières et violences politico-militaires en ont eu raison : aucune élection locale n'a pu avoir lieu jusqu'en 2008. Les complexes redécoupages territoriaux réalisés entre 1998 et 2008 – la nomenclature administrative change, des régions sont créées au-dessus des départements, les arrondissements se multiplient – semblent témoigner surtout de la volonté du pouvoir central de diviser, de garder le contrôle du territoire et de distribuer des postes. La décentralisation ne pourra contribuer à résoudre les problèmes du Tchad – en desserrant la pression sur la rente du pouvoir central – que si, parallèlement, l'Etat se renforce, et s'il se convainc de l'intérêt du processus. On est loin du compte, tant la guerre éloigne ces deux horizons.

Conclusion

- 22 La géographie sert donc aussi à comprendre la guerre. Une telle géographie est politique, car elle s'intéresse aux relations que les sociétés développent avec les ressources du territoire – jusqu'à la lutte pour le contrôle de l'Etat –, aux jeux de pouvoirs entre pays et entre groupes. C'est également une géographie du développement, qui cherche à donner sens à la trajectoire d'une marge troublée du système mondial – au centre de l'Afrique. C'est finalement une géographie tout court, qui considère le milieu nu dans ses relations aux mobilités les plus spécialisées (une guerre sahélienne moderne), la technique mondialisée qui donne (presque) tout à voir sans rien laisser comprendre, et s'intéresse aussi aux représentations des identités spatiales et à leur instrumentalisation.

- 23 On eût aimé qu'elle serve aussi à faire la paix. Mais ceci nous ramène à notre propos liminaire : la sortie du cercle vicieux tchadien ne pourra s'opérer que par révolution endogène (un moment de chaos et de nouveaux équilibres) ou choc exogène (une forte pression internationale pour un vrai processus démocratique). D'où l'importance de la question de la responsabilité de ceux – comme la France – dont l'action ne semble qu'entretenir un système mortifère.

BIBLIOGRAPHIE

- Al Mouna (Centre culturel), 1996. *Conflit Nord Sud. Mythe ou réalité ?*, N'Djaména, publication du Centre culturel Al Mouna.
- Arditi C., Magrin G., 2006. « Perspectives de développement », Raimond C., Arditi C. (dir.), *Tchad, Atlas de l'Afrique*, Paris, Jeune Afrique : 48-49.
- Bayart J.F., 2008. « Obscénité franco-tchadienne », *Le Monde*, 12 février 2008.
- Buijtenhuis R., 1978. *Le FROLINAT et les révoltes populaires du Tchad (1965-1976)*, Den Haag, Paris, New York, Mouton, 526 p.
- Buijtenhuis R., 1987. *Le FROLINAT et les guerres civiles du Tchad*, Paris, Khartala, 479 p.
- Cabot J., Bouquet C. (dir.), 1972. *Atlas pratique du Tchad*, N'Djaména, Paris, INSH, IGN, 76 p.
- Choplin A., 2006. *Fabriquer des villes-capitales entre monde arabe et Afrique noire : Nouakchott (Mauritanie) et Khartoum (Soudan), étude comparée*, thèse de doctorat de géographie de l'université de Paris 1, 535 p.
- Debos M., 2008 (à paraître). « Les limites de l'accumulation par les armes. Itinéraires d'ex-combattants au Tchad », *Politique africaine*, mars avril 2008.
- Debos M., 2007. « Darfour, Tchad, République centrafricaine : le développement d'une crise régionale », *Ramses 2008*, Paris, Dunod, IFRI, p. 269-273.
- Favre J., 2006. « Abéché, porte de l'Orient, Raimond », Raimond C., Arditi C. (dir.), *Tchad, Atlas de l'Afrique*, Paris, Jeune Afrique : 54-55.
- Feckoua L.L., 1996. *Tchad, la solution fédérale, Une dynamique de paix et une stratégie de développement par la gestion partagée*, Présence africaine, 238 p.
- Fondation Paul Ango Ela, 2007. *Enjeux n°32, Spécial Tchad*, juillet-septembre 2007.
- Magrin 2001. *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*. Paris, Sépia-Cirad, 427 p.
- Magrin G., 2002. « Un Sud qui perd le Nord. Les récents rejeux de la fracture tchadienne », *Bulletin de l'Association des Géographes Français (BAGF)*, juin 2002 : 185-198.
- Tulipe S., 2008. « Tchad : lettre à M. Sarkozy au sujet de la crise et du rôle de la France », *Mouvements*, 10 février 2008. www.mouvements.info, article 257

Van Vliet G., Magrin G., 2007. « L'écorce et le noyau : les relations entre Banque mondiale, Etat, ONG et entreprises pétrolières au Tchad ». *L'Etat malgré tout ? Acteurs publics et développement*, 23eme journées du Développement de l'Association Tiers Monde, Mons, 14-16 mai 2007.

Virilio P., 1997. « Fin de l'histoire, ou fin de la géographie ? Un monde surexposé », *Le Monde diplomatique*, août 1997, p. 17.

Waal (de) A., 2008. "Making sense of Chad", site du SSRC (The Social Sciences Research Council), 4 février 2008, <http://www.ssrc.org/blog/2008/02/04/making-sense-of-chad/>

NOTES

1. En vertu d'accords de coopération militaire de 1976, dont une partie du contenu est secret, la France a apporté à l'armée tchadienne une aide décisive en logistique (approvisionnement en munitions libyennes) et en renseignements (observation aérienne des colonnes rebelles). D'après le journal *La Croix* du 8 février 2008, des forces spéciales auraient été secrètement engagées au plus fort des combats.
2. Cette expression a été employée pour désigner, dans les années 1980, la tactique de l'armée tchadienne face à la Libye. Face aux lourds chars soviétiques libyens, les Tchadiens utilisèrent avec succès la rapidité de véhicules légers tout terrain Toyota lancés à pleine vitesse. Idriss Déby fut un des initiateurs de cette méthode.
3. Une des colonnes rebelles parvenues à N'Djaména en avril 2006 était passée par le nord-est de la RCA.
4. Les Goranes correspondent au groupe Daza, habitants du Borkou (autour de Faya Largeau). On y associe parfois aussi les Kreda du Kanem.
5. Trois colonnes françaises venues du Sud (Brazzaville), du Nord (Alger) et de l'Ouest (Soudan français) font jonction et affrontent Rabah à la bataille de Kousseri, en 1900. Rabah et le commandant Lamy y perdent la vie. Les forces françaises se replient par prudence sur la rive droite du Chari. On donne le nom du commandant défunt au fort qui deviendra le chef lieu du territoire du Tchad.
6. En 1987, la Libye connaît même une lourde défaite militaire face à l'armée tchadienne commandée par Idriss Déby, armée par les Etats-Unis et appuyée par la France.
7. Lors des récents combats, les chars T55 qui ont sauvé le président Déby assiégé en son palais avaient été pris à l'armée libyenne entre 1986 et 1987. Ils ont été approvisionnés en munitions par la Libye, à la demande de la France, son ennemie de jadis au Tchad. La géopolitique n'est pas avare d'ironie.
8. L'oléoduc devant acheminer sur 150km ce pétrole léger vers une mini-raffinerie située dans la banlieue de N'Djaména fut construit au début des années 2000. Il n'a pu jusqu'à ce jour être mis en service, du fait de malfaçons trop importantes.
9. Le consortium actuel, dirigé par Exxon (40%), compte également l'américain Chevron (25%) et le Malaysien Petronas (35%).

RÉSUMÉS

Février 2008 a connu un nouvel épisode violent des crises qui affectent le Tchad depuis 1965. Il s'agit ici d'en proposer une lecture géographique. L'entrée par le milieu physique éclaire le théâtre de conflit. Elle conduit à interroger l'évolution du rapport des sociétés tchadiennes à l'Etat, au territoire et aux ressources, jusque dans leurs dimensions géopolitiques - externes et internes. Sortir du cercle vicieux des rébellions et de leur répression suppose de réinventer un rôle à l'Etat, qui puiserait une légitimité nouvelle dans sa capacité de construction nationale.

Since 1965 crises have followed one another in Chad, until the very last episode of February 2008. This paper offers a geographic approach of this last crisis and underlines the importance of the physical setting in the causes and mechanisms of the conflict. Such an approach questions the evolving links between state and societies and between their territories and resources. Internal and external geopolitical dimensions are key factors for a better understanding of the conflict. The vicious circle of rebellion and repression that plagues Chad now needs to be broken. In order to achieve the country's necessary national (re)construction, the state ought, first and foremost, to define a new role for itself if not to reinvent itself altogether. It is only through this (re)construction that the state will find its much needed new legitimacy.

INDEX

Keywords : Chad, civil war, geography, geopolitics

Mots-clés : géographie, géopolitique, guerre civile, Tchad

AUTEUR

GÉRAUD MAGRIN

Géraud Magrin est Géographe à l'UMR Prodig / CIRAD ES – UMR Tetis